

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31826]

17 DECEMBRE 2009. — Arrêté 2008/696 du Collège de la Commission communautaire française fixant les normes d'encadrement des établissements scolaires de la Commission communautaire française pour le personnel enseignant non subventionné

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 fixant le statut de certaines catégories de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française ne relevant ni du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ni du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 3 juin 2004 fixant les normes d'encadrement des établissements scolaires de la Commission communautaire française pour le personnel enseignant non subventionné;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 1^{er} avril 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège en charge du Budget;

Vu le protocole d'accord n° 2009/06 du Comité de secteur XV du 20 mars 2009;

Considérant la nécessité d'adopter un nouveau cadre suite à l'adoption d'un nouveau statut pour le personnel enseignant de la Commission communautaire française non subventionné par la Communauté française;

Considérant que certains emplois non subventionnés, à savoir ceux occupés par le personnel de l'Internat autonome du Ceria, n'avaient pas été repris dans le cadre adopté le 3 juin 2004, empêchant la statutarisation de ces membres du personnel;

Considérant que la situation des établissements au sein desquels étaient affectés des emplois non subventionnés a évolué depuis 2004;

Considérant que certains emplois placés en cadre d'extinction ont dû être réintégrés dans le cadre de base alors que d'autres devaient suivre le chemin inverse;

Considérant que pour une parfaite transparence, le niveau de chaque fonction a été indiqué en regard de celle-ci; Sur proposition du Membre du Collège en charge de l'Enseignement,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le cadre du personnel enseignant non subventionné des établissements scolaires de la Commission communautaire française comprend :

- Fonction de promotion

Inspecteur/trice pédagogique	1
Administrateur/trice d'internat	1
Administrateur/trice	1

- Fonction de sélection

Educateur/trice chef	1
Responsable du restaurant d'application du CERIA	1

- Fonction de recrutement

Educateur/trice sportif/ve	2
Surveillant/e-éducateur/trice	8
Surveillant/e-éducateur/trice d'internat	11
Auxiliaire social/e	1
Conseiller/ère psycho-pédagogique	2
Logopède	3
Kinésithérapeute	2
Psychologue	1
Infirmier/ère	1
Aide soignant/e	1

Il comprend en outre un cadre d'extinction composé de :

- Fonction de sélection

Coordonnateur/trice de l'enseignement secondaire spécialisé	1
---	---

- Fonction de recrutement

Econome d'internat	1
Secrétaire-bibliothécaire	2
Surveillant/e-éducateur/trice	1
Surveillant/e-éducateur/trice d'internat	1

Professeur	1
Logopède	1
Assistant social	1
Puériculteur/trice	1
Chargé/e de cours (Robaye)	1
Médiateur/trice	1
Auxiliaire paramédical/e	1

§ 2. Conformément aux dispositions contenues dans le statut du personnel non subventionné et réglementant l'accès à ces différentes fonctions, ce cadre comprend au plus :

4 niveaux 1

32 niveaux 2+

22 niveaux 2

Cadre d'extinction :

1 niveau 1

6 niveaux 2+

6 niveaux 2

Soit :

- Fonctions de promotion

Inspecteur/trice pédagogique	Niveau 1
Administrateur/trice d'internat	Niveau 2+
Administrateur/trice	Niveau 2+

- Fonctions de sélection

Educateur/trice chef	Niveau 2+
Responsable du restaurant d'application du CERIA	Niveau 2+

- Fonctions de recrutement

Educateur/trice sportif/ve	Niveau 2 ou 2+
Surveillant/e-éducateur/trice	Niveau 2 ou 2+
Surveillant/e-éducateur/trice d'internat	Niveau 2 ou 2+
Auxiliaire social/e	Niveau 2+
Conseiller/ère psycho-pédagogique	Niveau 1
Logopède	Niveau 2+
Kinésithérapeute	Niveau 2+
Psychologue	Niveau 1
Infirmier/ère	Niveau 2+
Aide soignant/e	Niveau 2

Un cadre d'extinction composé de :

- Fonction de sélection

Coordonnateur/trice de l'enseignement secondaire spécialisé	Niveau 2+
---	-----------

- Fonctions de recrutement

Economiste d'internat	Niveau 2+
Secrétaire-bibliothécaire	Niveau 2
Surveillant/e-éducateur/trice	Niveau 2
Surveillant/e-éducateur/trice d'internat	Niveau 2
Professeur	Niveau 2+
Logopède	Niveau 2+
Assistant social	Niveau 2+
Puériculteur/trice	Niveau 2
Chargé/e de cours (Robaye)	Niveau 1
Médiateur/trice	Niveau 2
Auxiliaire paramédical/e	Niveau 2+

Ces niveaux correspondent aux niveaux d'enseignement requis, à savoir :

- niveau 1 : enseignement universitaire et enseignement supérieur de type long assimilé au niveau universitaire;
- niveau 2+ : enseignement supérieur de type court;
- niveau 2 : enseignement secondaire supérieur.

Art. 2. Les emplois d'inspecteur/trice pédagogique, d'administrateur/trice d'internat et d'administrateur/trice sont considérés comme des fonctions de promotion.

Les emplois de coordonnateur/trice de l'enseignement secondaire, d'éducateur/trice chef et de responsable du restaurant d'application du CERIA sont considérés comme des fonctions de sélection.

Les autres emplois prévus au cadre du personnel enseignant non subventionné sont dits « de recrutement ».

Art. 3. L'inspecteur/trice pédagogique exerce ses fonctions sous l'autorité fonctionnelle du/de la Conseiller/ère-chef de service du service ayant le volet pédagogique dans ses attributions.

Il/Elle assure un rôle de conseiller pédagogique en ce qui concerne l'enseignement secondaire ordinaire, le spécialisé ainsi que l'enseignement de promotion sociale.

Il/Elle coordonne et assure le suivi de la politique du Pouvoir organisateur en matière de formation.

Il/Elle vérifie les méthodes de travail et l'efficacité du corps enseignant en mettant tout en œuvre pour assurer la motivation et la participation de tous pour la réalisation du projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur.

Il/Elle émet un avis quant à l'opportunité d'organiser les activités parascolaires et les activités extra-muros.

Pour pouvoir être nommé/e à cette fonction, le membre du personnel doit être titulaire d'une fonction de professeur de cours généraux et porteur d'un titre requis pour cette fonction.

Art. 4. L'administrateur/trice d'internat est responsable de la gestion administrative, pédagogique, financière et matérielle de l'internat.

Il/Elle exerce ses fonctions sous l'autorité fonctionnelle du/de la Conseiller/ère-chef de service du service de l'Enseignement.

Pour pouvoir être nommé/e à cette fonction, le membre du personnel doit être titulaire d'une fonction de surveillant/e-éducateur/trice, de surveillant/e-éducateur/trice d'internat, de secrétaire-bibliothécaire ou d'économiste d'internat.

Art. 5. L'administrateur/trice est responsable de la gestion administrative, pédagogique, financière et matérielle de l'établissement scolaire.

Il/Elle exerce ses fonctions sous l'autorité de la direction de l'établissement scolaire.

Pour pouvoir être nommé/e à cette fonction, le membre du personnel doit être titulaire d'une fonction de surveillant/e-éducateur/trice, de surveillant/e-éducateur/trice d'internat, de secrétaire-bibliothécaire ou d'économiste d'internat.

Art. 6. Le/La chef éducateur/trice de l'internat de l'Institut Alexandre Herlin est placé/e sous l'autorité de la direction de cet Institut.

Il/Elle est responsable de la gestion pédagogique, administrative et éducative de l'internat. Il/Elle assure la bonne organisation et le bon fonctionnement de celui-ci.

Il/Elle assure également l'organisation du travail des surveillants-éducateurs.

Pour pouvoir être nommé/e à cette fonction, le membre du personnel doit être titulaire d'une fonction de surveillant/e-éducateur/trice, de surveillant/e-éducateur/trice d'internat.

Art. 7. Le/La responsable du restaurant d'application du CERIA se trouve sous l'autorité fonctionnelle du/de la Conseiller/ère-chef de service du service Logistique.

Il/Elle est responsable de la gestion et de la formation du personnel affecté au restaurant d'application.

Il/Elle veille au respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité sur le lieu de travail.

Il/Elle est responsable de la préparation des budgets, des comptes d'exploitation et des comptes de résultats.

Pour pouvoir être nommé/e à cette fonction, le membre du personnel doit être titulaire d'une fonction de professeur de cours techniques, de pratique professionnelle ou de cours techniques et de pratique professionnelle, dans une spécialité relevant des métiers de bouche.

Art. 8. Le/La médiateur/trice se trouve sous l'autorité fonctionnelle du/de la Conseiller/ère-chef de service du service de l'Enseignement.

Il/Elle agit sur la prévention, la modération et la résolution de situations conflictuelles et de violence.

Il/Elle intervient pour endiguer l'absentéisme et le décrochage scolaire.

Il/Elle participe et contribue activement à la réflexion et à la réalisation de projets au sein de l'établissement scolaire et à la lutte contre les toxicomanies.

Il/Elle bénéficie, en vue de garantir sa neutralité et son objectivité, d'une autonomie d'action vis-à-vis de la Direction.

Art. 9. L'éducateur/trice sportif/ve se trouve sous l'autorité fonctionnelle de la Direction de l'établissement auprès de laquelle il/elle est affecté/e.

Il/Elle encadre les élèves par des activités sportives pendant les heures de fourche, certaines heures de récréation ou en cas d'absence d'un/e professeur.

Il/Elle coordonne et assure le suivi des activités sportives organisées au sein de l'établissement scolaire.

Il/Elle coordonne les activités parascolaires sportives.

Titulaire d'un titre donnant accès à la fonction d'éducateur/trice, le/la candidat/e à cette fonction doit produire, en outre, un document émanant d'une fédération sportive reconnue attestant de son expérience dans le domaine concerné.

Art. 10. Pour l'internat de l'Institut Alexandre Herlin, le nombre de surveillants/tes-éducateurs/trices d'internat est fixé à 8 et correspond à l'encadrement de 16 élèves internes. Cet internat peut disposer d'emplois complémentaires de surveillant/te-éducateur/trice d'internat à raison d'un mi-temps par groupe supplémentaire de deux élèves internes.

L'internat autonome du Ceria dispose au minimum de trois surveillants/tes-éducateurs/trices d'internat. Un emploi complémentaire de surveillant/te-éducateur/trice d'internat peut être octroyé si le nombre d'élèves internes dépasse 21 unités, un coefficient de 0,5 étant appliqué aux étudiants de l'enseignement supérieur pour ce calcul.

Art. 11. Les membres du personnel de l'Institut ROBAYE sont désignés temporairement par année scolaire; aucune nomination ne peut intervenir au sein de cet établissement.

Art. 12. Compte tenu du nombre d'élèves inscrits dans les différents établissements ou du nombre d'élèves pris en charge par les centres PMS, des emplois complémentaires peuvent être mis à disposition de ces établissements ou de ces centres.

Art. 13. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 3 juin 2004 fixant les normes d'encadrement des établissements scolaires de la Commission communautaire française pour le personnel enseignant non subventionné est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 15. Le Membre du Collège compétent pour l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 17 décembre 2009.

Par le Collège,

Christos DOULKERIDIS,

Président du Collège en charge de l'Enseignement et du Budget

—————
VERTALING

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31826]

17 DECEMBER 2009. — Besluit 2008/696 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de omkaderingsnormen van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie voor het niet gesubsidieerde onderwijzend personeel

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de hervorming der Brusselse instellingen gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 mei 2009 tot vastlegging van het statuut van een aantal categorieën van personeelsleden van het door de Franse Gemeenschapscommissie georganiseerde onderwijs dat noch van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs afhangt noch van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde technische personeelsleden van de officieel gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 3 juni 2004 tot vaststelling van de omkaderingsnormen van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie voor het niet gesubsidieerde onderwijzend personeel;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 april 2009;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting;

Gelet op het protocolakkoord nr. 2009/06 van het Comité van de Sector XV van 20 maart 2009;

Overwegende de noodzaak om een nieuw kader goed te keuren ingevolge de goedkeuring van een nieuw statuut voor het onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschapscommissie dat niet gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat sommige niet gesubsidieerde betrekkingen, met name deze die bekleed worden door het personeel van het autonoom internaat van het Ceria, niet opgenomen werden in het kader dat goedgekeurd werd op 3 juni 2004, waardoor de statutarisering van deze personeelsleden verhinderd werd;

Overwegende dat de toestand van de instellingen waarbinnen niet gesubsidieerde betrekkingen werden toegewezen, geëvolueerd is sinds 2004;

Overwegende dat bepaalde betrekkingen die in een uitdovingskader geplaatst werden, gereïntegreerd moesten worden in het basiskader terwijl andere betrekkingen de omgekeerde weg moesten volgen;

Overwegende dat met het oog op een volledige transparantie het niveau van elk ambt werd aangeduid naast dit ambt;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Het kader van het niet gesubsidieerd onderwijzend personeel van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie omvat :

• Bevorderingsambt

Pedagogisch inspecteur/-trice 1

Beheerder/-ster internaat 1

Beheerder/-ster 1

• Selectieambt

Hoofdopvoeder/-ster 1

Verantwoordelijke van het praktijkrestaurant van het CERIA 1

- Wervingsambt

Sportinstructeur/-trice	2
Studiemeester/-es-opvoeder/-ster	8
Studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat	11
Maatschappelijk assistent/-e	1
Psycho-pedagogisch adviseur	2
Logopedist/-e	3
Kinesitherapeut /-e	2
Psycholoog/-oge	1
Verpleger/-ster	1
Hulpverzorger/-ster	1

en bevat bovendien een uitdovend personeelskader bestaande uit :

- Selectieambt

Coördinator/-trice van het gespecialiseerd secundair onderwijs	1
--	---

- Wervingsambt

Econoom internaat	1
Secretaris-bibliothecaris	2
Studiemeester/-es-opvoeder/-ster	1
Studiemeester/es-opvoeder/-ster internaat	1
Leraar	1
Logopedist/-e	1
Maatschappelijk assistent/-e	1
Kinderverzorger/-ster	1
Docent/-e (Robaye)	1
Ombudsman/-vrouw	1
Paramedisch medewerker/-ster	1

§ 2. Overeenkomstig de bepalingen die in het statuut van het niet gesubsidieerd personeel vervat zijn en die de toegang tot deze verschillende ambten regelen, bevat dit kader maximum :

4 niveaus 1

32 niveaus 2+

22 niveaus 2

Uitdovend kader :

1 niveau 1

6 niveaus 2+

6 niveaus 2

Hetzij :

- Bevorderingsambten

Pedagogisch inspecteur/-trice	Niveau 1
Beheerder/-ster internaat	Niveau 2
Beheerder/-ster	Niveau 2+

- Selectieambten

Hoofdopvoeder/-ster	Niveau 2+
Verantwoordelijke van het praktijkrestaurant van het CERIA	Niveau 2+

- Wervingsambten

Sportinstructeur/-trice	Niveau 2 of 2+
Studiemeester/-es-opvoeder/-ster	Niveau 2 of 2+
Studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat	Niveau 2 of 2+
Maatschappelijk assistent/-e	Niveau 2+
Psycho-pedagogisch adviseur	Niveau 1
Logopedist/-e	Niveau 2+
Kinesitherapeut /-e	Niveau 2+
Psycholoog/-oge	Niveau 1
Verpleger/-ster	Niveau 2+
Hulpverzorger/-ster	Niveau 2

Een uitdovend personeelskader bestaande uit :

• <u>Selectieambt</u>	
Coördinator/-trice van het gespecialiseerd secundair onderwijs	Niveau 2+
• <u>Wervingsambten</u>	
Econoom internaat	Niveau 2+
Secretaris-bibliothecaris	Niveau 2
Studiemeester/-es-opvoeder/-ster	Niveau 2
Studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat	Niveau 2
Leraar	Niveau 2+
Logopedist/-e	Niveau 2+
Maatschappelijk assistent/-e	Niveau 2+
Kinderverzorger/-ster	Niveau 2
Docent/-e (Robaye)	Niveau 1
Ombudsman/-vrouw	Niveau 2
Paramedisch medewerker/-ster	Niveau 2+

Deze niveaus komen overeen met de vereiste onderwijsniveaus, met name :

- niveau 1 : universitair onderwijs en hoger onderwijs van het lange type van universitair niveau;
- niveau 2+ : hoger onderwijs van het korte type;
- niveau 2 : hoger middelbaar onderwijs.

Art. 2. De betrekkingen van pedagogisch inspecteur/-trice, beheerder/-ster internaat en beheerder/-ster worden beschouwd als bevorderingsambten.

De betrekkingen van coördinator/-trice van het secundair onderwijs, hoofdopvoeder/-ster en verantwoordelijke van het praktijkrestaurant van het CERIA worden beschouwd als selectieambten.

De andere betrekkingen die voorzien werden in het niet gesubsidieerd onderwijzend personeelskader zijn de zogenaamde « wervingsambten ».

Art. 3. De pedagogisch inspecteur/-trice oefent zijn/haar ambt uit onder het functioneel gezag van de van dienst zijnde Hoofdadviseur van de dienst die het pedagogisch luik tot zijn bevoegdheid heeft.

Hij/zij vervult de rol van pedagogisch adviseur voor het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, maar ook voor het onderwijs voor sociale promotie.

Hij/zij coördineert en verzekert de opvolging van het beleid van de inrichtende macht op het vlak van opleiding.

Hij/zij controleert de werkmethodes en de efficiëntie van het onderwijzend personeel door alles in het werk te stellen om de motivatie en deelname te garanderen van iedereen bij de verwezenlijking van het opvoedkundige en pedagogische project van de inrichtende macht.

Hij/zij brengt advies uit over de opportuniteit voor het organiseren van buitenschoolse en extra-muros activiteiten.

Om in dit ambt benoemd te kunnen worden moet het personeelslid titularis zijn van een ambt van leraar algemene vakken en houder zijn van het vereiste getuigschrift voor dit ambt.

Art. 4. De beheerder/-ster van internaat is verantwoordelijk voor het administratief, pedagogisch, financieel en materieel beheer van het internaat.

Hij/zij oefent zijn/haar ambt uit onder het functioneel gezag van de van dienst zijnde Hoofdadviseur van de dienst Onderwijs.

Om in dit ambt benoemd te kunnen worden moet het personeelslid titularis zijn van een ambt van studiemeester/-es-opvoeder/-ster, studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat, secretaris-bibliothecaris of econoom internaat.

Art. 5. De beheerder/-ster is verantwoordelijk voor het administratief, pedagogisch, financieel en materieel beheer van de onderwijsinstelling.

Hij/zij oefent zijn/haar ambt uit onder het gezag van de directie van de onderwijsinstelling.

Om in dit ambt benoemd te kunnen worden moet het personeelslid titularis zijn van een ambt van studiemeester/-es-opvoeder/-ster, studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat, secretaris-bibliothecaris of econoom internaat.

Art. 6. De hoofdopvoeder/-ster van het internaat van het Instituut Alexandre Herlin wordt onder het gezag van de directie van dit Instituut geplaatst.

Hij/Zij is verantwoordelijk voor het pedagogisch, administratief en educatief beheer van het internaat. Hij/zij verzekert de goede organisatie en werking ervan.

Hij/Zij is eveneens verantwoordelijk voor het organiseren van het werk van de studiemeesters/-essen-opvoeder/-ster.

Om in dit ambt benoemd te kunnen worden moet het personeelslid titularis zijn van een ambt van studiemeester/-es-opvoeder/-ster, studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat.

Art. 7. De verantwoordelijke van het praktijkrestaurant van het CERIA staat onder het functioneel gezag van de van dienst zijnde Hoofdadviseur van de logistieke dienst.

Hij/Zij is verantwoordelijk voor het beheer en de opleiding van het personeel dat tewerkgesteld is in het praktijkrestaurant.

Hij/Zij zorgt voor de naleving van de voorschriften inzake gezondheid en veiligheid op de werkplaats.

Hij/Zij is verantwoordelijk voor het opstellen van de begrotingen, de exploitatierekeningen en de resultatenrekening.

Om in dit ambt benoemd te kunnen worden moet het personeelslid titularis zijn van een ambt van leraar technische vakken, beroepspraktijk of technische vakken en beroepspraktijk, in een specialisatie die valt onder horeca- en aanverwante beroepen.

Art. 8. De ombudsman/-vrouw staat onder het functioneel gezag van de van dienst zijnde Hoofdadviseur van de dienst Onderwijs.

Hij/Zij treedt preventief, beheersend en oplossend op in geval van conflict- of geweldtoestanden.

Hij/Zij grijpt in om absentisme en schooluitval tegen te gaan.

Hij/Zij werkt actief mee en draagt bij tot de discussie over en de uitvoering van projecten binnen de onderwijsinstelling en de strijd tegen druggebruik.

Hij/Zij beschikt over een zekere autonomie ten opzichte van de Directie om zijn/haar neutraliteit en objectiviteit te waarborgen.

Art. 9. De sportinstructeur/-trice staat onder het functioneel gezag van de Directie van de instelling waar hij/zij tewerkgesteld is.

Hij/Zij begeleidt de leerlingen in de sportactiviteiten tijdens lesvrije uren, bepaalde pauzes, of bij afwezigheid van een leraar.

Hij/Zij coördineert en staat in voor de sportactiviteiten die georganiseerd worden in de onderwijsinstelling.

Hij/Zij coördineert de buitenschoolse sportactiviteiten.

De kandidaat voor dit ambt moet niet alleen titularis zijn van een getuigschrift dat toegang verschaft tot het ambt van opvoeder/-ster, maar hij/zij moet ook een document voorleggen van een erkende sportfederatie dat zijn/haar ervaring op het desbetreffende gebied bevestigt.

Art. 10. Voor het internaat van het Instituut Alexandre Herlin werd het aantal studiemeesters/-essen-opvoeders/-sters internaat vastgelegd op 8 en stemt overeen met een omkadering van 16 interne leerlingen. Dit internaat kan per bijkomende groep van twee interne leerlingen beschikken over bijkomende halftijdse betrekkingen als studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat.

Het autonoom internaat van het Ceria beschikt over ten minste drie studiemeesters/-essen-opvoeders/-sters internaat. Een bijkomende betrekking als studiemeester/-es-opvoeder/-ster internaat kan toegekend worden indien het aantal interne leerlingen meer dan 21 eenheden bedraagt. Voor deze berekening wordt een coëfficiënt van 0,5 toegepast op de studenten in het hoger onderwijs.

Art. 11. De personeelsleden van het Instituut ROBAYE worden tijdelijk aangesteld per schooljaar; er kan geen enkele benoeming plaatsvinden binnen deze instelling.

Art. 12. Afhankelijk van het aantal ingeschreven leerlingen in de verschillende instellingen of het aantal leerlingen dat begeleid wordt door de PMS-centra kunnen bijkomende betrekkingen ter beschikking gesteld worden van deze instellingen of deze centra.

Art. 13. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 3 juni 2004 tot vaststelling van de omkaderingsnormen van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie voor het niet gesubsidieerde onderwijzend personeel wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2009.

Art. 15. Het Lid van het College bevoegd voor Onderwijs wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit. Brussel, 17 december 2009.

Door het College,
Christos DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College belast met Onderwijs en Begroting

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00694]

Commissaire divisionnaire de police - chef de corps Mise à la retraite

Par arrêté royal du 18 octobre 2013, M. NEYENS Jozef est mis à la retraite de sa fonction de commissaire divisionnaire de police et est déchargé de son mandat de chef de corps de la police locale de la zone de police NOORDOOST-LIMBURG à la date du 1^{er} mars 2014.

Il est autorisé à porter le grade de commissaire divisionnaire de police et le titre de chef de corps de la police locale suivi par les mots « en retraite ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00694]

Hoofdcommissaris van politie – korpschef Oppensioenstelling

Bij koninklijk besluit d.d. 18 oktober 2013 wordt de heer NEYENS Jozef op pensioen gesteld uit zijn ambt van hoofdcommissaris van politie en ontheven uit zijn mandaat van korpschef van de lokale politie van de politiezone NOORDOOST-LIMBURG met ingang van 1 maart 2014.

Hij wordt gemachtigd de graad van hoofdcommissaris van politie en de titel van korpschef van de lokale politie te dragen, gevolgd door de woorden “op rust”.